



FSU.93 infos

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire
de Seine Saint Denis

CONTRE LES INEGALITES



Manifestation nationale FSU
6 avril - 14h Bastille

Résultats consultation départementale

Vote d'orientation départemental 2012

	Inscrits	Votants	Exprimés	UA	EE	Em anc.	URIS	FU	Abst.	Blancs	RefusV
EPA		4	4	3	1						
SDU-CLIAS		39	38	23	13		2			1	
SNASUB		30	28	20		4		1	1	1	
SNEP		43	43	42			1				
SNES	1725	567	553	319	153	50	17	14		14	
SNESUP		25	25	21	3	1					
SNICS											
SNPES PJJ											
SNUAS FP		3	3	2	1						
SNUEP		5	5	2	1	1					
SNUIPP		325	322	260	51	5	1	5			2
SNUITAM		1	1		1						
SNUPDEN	11	4	4	4							
SNU Pôle emploi		8	8	3	4		1				
SNUACTE		13	13	11			1	1			

Total	5587	1067	1047	710	228	61	23	21	1	16	2
%		19,10%		67,81%	21,77%	5,82%	2,19%	2,00%			
2006 - 2009		1231	1171	824	235	71	22	19		56	
				70,37%	20,07%	6,06%	1,88%	1,62%			

Rapport d'activité départemental 2009 - 2012

	Inscrits	Votants	Exprimés	Pour	Contre	Nuls/bl	Abst.	Refus V
EPA		4	4	1	1			2
SDU-CLIAS	654	38	37	26	5	1	6	1
SNASUB	114	30	29	22	4	1	2	
SNEP		43	43	42			1	
SNES		567	553	286	122		143	10
SNESUP		25	25	21	3		2	
SNICS								
SNPES PJJ								
SNPI		4	4	4				
SNUAS FP		3	3	3				
SNUEP		5	5	2	2		1	
SNUIPP	2296	325	321	260	40		21	3
SNUPDEN		4	4	4				
SNU Pôle emploi		8	8	4	2	2		
SNUACTE		13	13	12	1			
SNUITAM		1	1	1				

Total	5587	1070	1050	688	180	4	176	16
%		19,15%		65,52%	17,14%		16,76%	

2006 - 2009		1211	1144	777	169	45	198	22
				67,91%	14,16%		17,30%	

Agir ensemble contre l'austérité et ses conséquences !

La sévérité du traitement imposé aux populations est le résultat d'une conception idéologique du traitement d'un mal généré par le système lui-même : les pouvoirs publics remboursent à des banques privées le financement public des besoins sociaux. Les travailleurs de plus en plus pauvres produisent davantage et plus vite, des biens et des richesses qui vont dans les poches d'une minorité sous formes de dividendes reversés. Il y a de plus en plus de victimes de l'inégale répartition des richesses. La population de Seine-Saint-Denis, composée d'une part importante de jeunes en subit les conséquences de manière importante.

Pour que les dividendes soient de plus en plus juteux, il faut de plus en plus de chômeurs et de moins en moins de redistribution : les services publics se réduisent, et ce qui était possible dans une Europe dévastée au sortir de la seconde guerre mondiale ne le serait plus aujourd'hui. Les taux d'intérêt et les effets de l'austérité sur la consommation intérieure ne font qu'aggraver la situation. Les recettes fiscales ne sont pas à la hauteur du financement des besoins sociaux, et tout semble s'effondrer autour de nous. Faute d'investissements (pas assez rentables dans l'immédiateté), l'emploi se raréfie, et pour faire semblant de le préserver, le gouvernement et les forces syndicales qui l'accompagnent passent des accords honteux pour le droit du travail.

Dans ce contexte de généralisation de la pauvreté et de montée du chômage, l'emploi se précarise, la dépense publique se comprime. Les effets sur la population sont immédiats, ainsi que sur les salariés. Les droits se réduisent, les inégalités se développent. Les recherches de solutions politiquement simplistes font recette, les idéologies les plus inquiétantes prospèrent sur ce terrain de la désillusion.

C'est dans ce contexte que la FSU 93 aux côtés des autres forces syndicales départementales (CGT, FO, Solidaires) dénonce l'ANI et le projet de loi en cours de préparation en participant à diverses initiatives.

C'est dans ce contexte que nous participons aux actions unitaires départementales pour le développement des services publics.

C'est dans ce contexte que nous organisons une journée de formation syndicale le jeudi 16 mai 2013 pour réfléchir ensemble à la loi dite de refondation de l'école autour de la question suivante « inégalités, refonder ou replâtrer ? »

C'est dans ce contexte que nous participerons à la Manifestation nationale pour l'Éducation à Paris le samedi 6 avril 2013, 14h Bastille. Tous ensemble, on réfléchit et on agit !

François Cochain



Complément au rapport d'activité

Notre congrès 2013 s'ouvre dans un contexte différent de celui de 2010. Cela fait en effet plus de 10 ans, après la cohabitation et le gouvernement Jospin, que la FSU n'avait pas tenu un congrès avec une majorité politique qui se revendique de gauche.

Rappelez-vous mes camarades, lors de notre dernier congrès, le paysage politique français : celui d'un Président de la République omniscient, omniprésent, d'un gouvernement et d'une majorité parlementaire tout acquis au chef et dont les objectifs prioritaires, illustrés par le bouclier fiscal, étaient de donner toujours plus aux plus riches et en parallèle, de réduire sans cesse la voilure en termes de missions et d'investissements de l'Etat pénalisant de fait toujours un peu plus les salariés et les classes populaires.

Depuis, Sarkozy a été renvoyé chez lui.

Et il ne faut pas oublier que sa défaite, nous y sommes aussi un peu pour quelque chose. En effet, pour la première fois depuis longtemps, la sphère syndicale s'est exprimée publiquement et nettement. La FSU, la CGT et Solidaires ont appelé, chacune avec ses formulations certes, mais ont appelé à battre Sarkozy. Pour notre part, en nous appuyant sur le bilan et sur nos mandats, nous l'avons fait clairement en Seine Saint Denis.

Ne pas oublier non plus ce que nombre d'observateurs du monde politique ont considéré comme une des particularités de la campagne présidentielle, l'implication large, forte, ouverte, de syndicalistes s'engageant pour que l'on mette fin à cette politique mais aussi, et j'allais dire surtout, pour que d'autres perspectives s'ouvrent pour un monde plus juste et une société solidaire.

Même si les analyses après scrutin ont clairement montrées que les personnels syndiqués à la FSU ont voté massivement pour le candidat François Hollande tout comme les salariés du secteur public en général, ne nous y trompons pas ce n'était pas majoritairement, loin s'en faut, un vote d'adhésion. Ce changement de majorité s'est construit très majoritairement sur le rejet de Sarkozy, non pas en adéquation avec un programme. Il n'empêche qu'aujourd'hui, c'est une majorité qui se dit de gauche qui est aux commandes, à elle de le démontrer.

Or, force est de constater, que le changement promis, contrairement aux slogans, ce n'est pas pour maintenant !

Dans une société où le chômage explose, la précarité et l'exclusion sociale sont de plus en plus fortes, tout observateur un peu attentif ne peut que constater l'échec patent des politiques d'austérité menées à nos frontières.

Avant d'aller plus loin, permettez-moi d'ouvrir une parenthèse et vous inviter, non seulement à participer, mais aussi à faire connaître l'initiative que nous co-organisons avec la CGT en présence de syndicalistes espagnols, grecs et portugais, ici même, demain soir avec la participation de Marie Christine Vergiat députée européenne et Francine Blanche membre de la CE confédérale mais aussi membre de la délégation de la CGT aux négociations sur la sécurisation de l'emploi, rencontre débat sur le refus des politiques d'austérité et sur la nécessité de construire concrètement la solidarité des peuples européens



L'échec patent de ces politiques qui détruisent méthodiquement les garanties sociales, les droits des travailleurs, cassent l'emploi public et les services publics, jettent à la rue des millions de nouveaux privés d'emploi ont déjà conduit 8 pays européens à entrer en récession.

Chacun voit de plus en plus clairement que ce n'est pas une solution pour sortir de la crise de la finance, mais un véritable danger pour les peuples. Or, alors que candidat il s'était engagé à ne pas signer le TSCG (Traité européen sur la stabilité et la gouvernance) qui grave dans le marbre l'austérité budgétaire et prive les gouvernements de toute marge **de manœuvre, une fois élu président de la République, François Hollande, sous la pression des financiers et des gouvernements conservateurs et sociaux libéraux européens**, sans aucun débat préalable et sans aucune renégociation, fait valider ce qui restera comme le traité Sarkozy – Merkel. La FSU 93 et les autres sections départementales d'Ile de France ont regretté que la FSU nationale n'ait pas, après pourtant un vote favorable du CDFN, souhaité participer à la manifestation unitaire le 30 septembre à Paris.

Si je me permets cette réflexion, dans une intervention ouvrant un congrès départemental, c'est parce qu'il me semble que dans cette période, le syndicalisme, en tout cas celui dont nous sommes porteur, mais j'y reviendrai, a un rôle prépondérant à jouer et qu'il serait dangereux qu'il déserte certains terrains essentiels comme celui-là.

C'est ensuite sous une autre pression, celle du MEDEF et des grands groupes que le gouvernement capitule face au patronat en matière d'économie et d'emploi.

On peut prendre l'exemple d'Arcelor (dont les représentants avaient été reçus par l'intersyndicale départementale ici même l'an dernier, à la fin de leur marche), où le gouvernement laisse Mittal étrangler Florange dans la droite ligne de la politique financière qu'il mène en Europe. Parce que Mittal, excusez moi, mais il va avoir du mal à nous faire pleurer sur son sort ! En situation de quasi monopole, s'il envisage la fermeture de 13 de ses 25 hauts fourneaux en Europe ce n'est que pour des questions de rentabilité. On fait pression sur la demande et les prix s'envolent. Mais dans ce dossier où le chantage patronal converge avec le manque de fermeté politique, rappelez-vous le refus de la nationalisation, s'il ne fallait retenir qu'un chiffre c'est, me semble-t-il celui des dividendes des actionnaires de Mittal : 1 milliard de dollars par an ! Oui j'ai bien dit, 1 milliard de dollars !

Sous cette même pression, dans le cadre du pacte de compétitivité le gouvernement vient de donner, sans conditions, 20 milliards aux entreprises !

Le 11 janvier les négociations sur la « sécurisation de l'emploi » ont vu le MEDEF avoir les mains libres pour avancer ses propositions de casse de l'ensemble du code du travail et recueillir de nouvelles exonérations de ce qu'ils appellent des « charges » en échange de contre parties dérisoires. Cet accord scandaleux qui n'a été signé que par 3 confédérations qui ne rassemblent à elles trois qu'à peine 30% des voix aux dernières élections (que ce soit les prudhommales de 2008 ou les TPE de cette année) doit être voté à l'assemblée. La FSU ne peut pas se retrancher derrière le fait qu'il s'agisse d'un dossier concernant le privé. Et là je vais vous faire une confidence : on se sent souvent bien seuls lors de certains rassemblements comme celui du 10 janvier devant le MEDEF. Nous avons un vrai travail d'explication, mais aussi de conviction à entreprendre



pour qu'avant tout les militants mais aussi l'ensemble des personnels qui relèvent de nos champs de syndicalisation comprennent l'importance de ces mobilisations.

Quand on sait qu'actuellement, on assiste sur le marché du travail à une véritable explosion des contrats très courts, de moins d'une semaine (120% d'augmentation en 10 ans), que 3 embauches sur 4 se font en CDD, que les CDI sont en recul constant, à qui fera-t-on croire que la Fonction Publique est à l'abri. Je ne développe pas puisque c'est l'un des sujets que le congrès devra traiter, mais les recours multiples à la précarité dans l'ensemble de la Fonction Publique participent de cette politique de dérèglementation voulue par le patronat.

Alors oui, le mouvement syndical se doit lui aussi de mettre la pression et la FSU se doit d'y prendre toute sa place.

Déjà, en Seine Saint Denis, de premières initiatives unitaires sur l'emploi se sont déroulées. Certes, pas encore à la hauteur des attaques, mais la ligne semble tracée. Et avant de mettre en avant la faiblesse des voisins, je vous propose que l'on renforce notre implication. Avec un brin d'ironie, au vu des dernières participations, l'objectif de faire mieux n'est pas des plus élevés. Plus sérieusement la crédibilité de la FSU est aussi en jeu lors de ces rassemblements.

Le meeting en plein air à Aulnay, la marche départementale pour l'emploi sont de premières manifestations qui réclament des suites. Dans un département comme la Seine Saint Denis qui compte 135 000 chômeurs la disparition de sites industriels comme celui de PSA à Aulnay aurait des conséquences très lourdes. Car n'oublions pas qu'au-delà de la première lecture, à savoir les chiffres bruts de chômeurs il faut aussi compter les emplois indirects, la sous-traitance, mais aussi les emplois induits c'est-à-dire c'est à dire les emplois affectés par l'activité d'autres secteurs. Une usine qui ferme c'est aussi des familles qui devront déménager, des réductions de dépenses, c'est l'ensemble du territoire qui est frappé. PSA a annoncé qu'il voulait arrêter dès 2014 la production sur le site d'Aulnay sous Bois, qui emploie 3.000 salariés, la production de la C3, sera transférée à l'usine de Poissy. Combien d'emplois supprimés au total ? Vraisemblablement aux alentours de 6000



Mais rassurez-vous pour les actionnaires du groupe, le gouvernement va garantir à hauteur de 7 milliards les emprunts de la Banque PSA Finance. Une banque pourtant bénéficiaire ces dernières années (271 millions d'€ de bénéfices au 1er semestre) et qui dispose de 8 milliards de liquidités d'après le directeur financier de PSA ! Des représentants d'Aulnay passeront demain et auront l'occasion d'exposer beaucoup mieux que moi la situation dans laquelle ils se trouvent. Et certainement informer du mépris du droit affiché par la direction. Le dernier épisode étant celui du lockout, pratique pourtant interdite en France, la semaine dernière. Usant d'un prétexte technique, la direction a décidé de fermer l'usine en grève. Et dans le même temps a eu recours à une entreprise de vigiles privés.

Malheureusement, les destructions massives d'emplois en Seine Saint Denis ne se limitent pas à PSA. Pour n'en prendre que quelques exemples, le plan massif de suppressions d'emplois à Air France, alors même que l'état est actionnaire, avec toutes les incidences sur les entreprises de la plate-forme de Roissy, les externalisations d'activités, le recours à la sous-traitance – et donc l'émiettement des salariés et la remise en cause de leurs droits, la primauté au low-coast gavé de subventions publiques, Sanofi dont plusieurs sites sont à présent menacés, dont celui de Romainville alors que le groupe réalise 8,8 milliards d'euros de profit cette année et a bénéficié de 135 millions d'euros au titre du crédit impôts recherche, Presstalis dont un des dépôts est à Bobigny et où nous avons aussi invité des salariés en lutte à venir prendre la parole pendant notre congrès, société qui diffuse quelque 75% de la presse en France où 1250 emplois menacés avec comme enjeu, la fin de la distribution égalitaire de la presse dans notre pays

Et le privé n'a malheureusement pas le monopole. Un collectif regroupant usagers et salariés de l'hôpital de Montreuil se bat pour empêcher le démantèlement programmé de l'hôpital intercommunal. Hôpital qui couvre un bassin de 400.000 habitants,

Au-delà du service rendu à la population, ce sont bien aussi des destructions d'emplois qui se profilent. Ce matin, lors des prises de parole des syndicats



nationaux, je pense pouvoir dire d'avance, et sans trop me tromper que nombre d'entre eux auront des exemples précis à nous donner, et je pense bien entendu particulièrement à Pôle Emploi, même si d'autres sont aussi directement concernés

Mardi dernier, le Préfet qui n'était pas présent à la fin de marche départemental pour l'emploi a reçu les organisations syndicales départementales. Dans la discussion, après avoir évoqué cette situation catastrophique et pointé le désengagement de l'Etat et l'affaiblissement récurrent de l'ensemble des Services publics, au nom de la FSU je lui ai fait la proposition de faire de ce département, un département pilote en termes de développement des services publics, sur l'ensemble du territoire.

Même si ce n'est pas le rôle d'un Secrétaire général, à l'ouverture d'un congrès, d'empiéter sur le travail des rapporteurs, permettez moi d'aborder un sujet qui à mon sens illustre bien que les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui ne viennent pas la crise mais bien des choix de recourir à des politiques d'austérité, problématique que les syndicats se doivent de mettre au grand jour, le dossier des retraites.

Il faut sortir de cette vision catastrophiste du financement, relayée largement par la plupart des médias qui s'appuient sur des « experts » pour démontrer que les vieilles lunes d'ont plus lieu d'être. Le dernier rapport du COR (conseil d'orientation des retraites) estime nécessaire un financement de 20 milliards d'euros d'ici 2020. 20 milliards, le chiffre est abyssal. Pourtant, c'est moins d' 1% du PIB. On ne va quand même pas dire que c'est inaccessible. Surtout qu'à partir de 2035, la croissance du nombre de départs à la retraite est à la baisse.



Quant à nos revendications, celles que nous avons portées lors du mouvement des retraites, qui sont nos mandats, à savoir la retraite à 60 ans pour tous à taux plein avec un taux de remplacement de 75%, elles sont tout à fait crédibles. Elles nécessitent, à l'horizon 2060 un effort de financement de l'ordre de 3% du PIB.

Alors le rôle du syndicalisme n'est-il pas de se donner les moyens de mener de vraies campagnes d'information, en direction de la population, et là, oui il nous faut des forces militantes parce qu'il ne s'agit pas d'une tribune dans Le monde ou Libération, des campagnes aires pour expliquer que la question est bien celle posée par les choix actuels des politiques d'austérité conduisant à un chômage massif (près de 5 millions de privés d'emploi à ce jour) et à la réduction des salaires. Expliquer que le système par répartition. Que si nous sommes bien entendu conscients qu'il faut une augmentation des ressources, nous nous demandons pourquoi ne pas mettre à contributions les revenus financiers, dès demain.



On pourrait faire la même démonstration par exemple à partir de la loi dite de refondation de l'école couplée avec l'acte III de la décentralisation qui maintient l'objectif d'une école inégalitaire que nous combattons ou bien des politiques menées en termes de Fonction publique avec le remplacement de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) par la MAP (Modernisation de l'action publique), là aussi en regard de l'acte 3 qui maintient le désengagement de l'Etat.

Quelques mots pour conclure sur le syndicalisme et l'avenir

Le syndicalisme de transformation sociale dont nous sommes porteurs risque d'être en difficulté si nous n'y prenons garde, comme c'est souvent le cas lorsque des gouvernements sociaux démocrates sont au pouvoir. Certains, y compris dans la FSU, tentent de nous convaincre que, plus ou moins, toutes les organisations tirent dans le même sens, faisant abstraction des conceptions différentes portées par les confédérations. Non, toutes les organisations syndicales n'ont pas le même regard sur le rôle du syndicalisme. Et ce n'est pas une offense que de dire de la CDTF par exemple

qu'elle est réformatrice. Non seulement elle le revendique, mais cela fait partie du paysage, et pas seulement en France. Penser qu'un accord peut être signé en échange de quelques améliorations à la marge, ce n'est pas notre engagement, mais d'autres organisations pensent défendre les intérêts des salariés de cette manière et c'est tout à fait respectable. Il faut s'en souvenir, en particulier lors de la construction d'unité d'action nécessaire au mouvement social. No, nous n'avons pas grand-chose de commun sur le fond avec l'UNSA ou la CFDT, cela n'empêche pas de savoir se retrouver, mais dans la clarté et sans en rabattre sur nos bases revendicatives

Il y aura 20 ans cette année, quand la FSU s'est créée, elle s'est positionnée tout autrement.

La pari fait en 1993 était celui d'un syndicalisme de masse, seul capable de créer les rapports de force nécessaires, un syndicalisme revendicatif, de luttes, mais aussi porteur de propositions pour lutter contre l'exploitation et la société capitaliste, pour d'autres rapports entre le capital et le travail, pour un autre partage des richesses

Le syndicalisme dont la FSU est porteuse ne juge pas une politique sur le ton employé, la courtoisie ou le nombre de rencontres avec les représentants de l'Etat. Il porte ses revendications, les revendications des personnels et met tout en œuvre pour les faire aboutir. Quand il est amené à se prononcer sur un texte qui ne donne pas satisfaction, il ne le vote pas, ou ne cherche pas des arguties pour s'abstenir.

Raphaël Szajnfeld, se penchant sur nos premières années (1993-1997), a intitulé le tome 1 de son livre (préfacé par René Mouriaux) « Histoire de la FSU » : « une percée flamboyante » et aujourd'hui ?

Comme vous le savez sans doute, c'est pour moi aujourd'hui mon dernier congrès en tant que secrétaire général. Alors, au moment de laisser cette fonction que vous m'avez fait l'honneur de me confier, ce que je peux vous souhaiter, nous souhaiter, ce sont des lendemains que vous saurez rendre flamboyants



Les élèves et les jeunes ont besoin d'une vraie refondation du système éducatif. L'avenir de chaque pays démocratiques ou culturels impose d'investir aujourd'hui dans l'Education.

Il s'agit d'assurer la réussite de tous les élèves, d'élever le niveau de qualification, d'augmenter le taux de réussite, de garantir une amélioration des conditions de travail et de rémunération des personnels, de mettre un terme à la dégradation des conditions de travail.

Cela doit se faire avec les personnels et l'ensemble de la communauté éducative s'appuyant sur leurs compétences et leur expérience.

Malgré des avancées dans le projet de loi d'orientation et de programmation pour l'Ecole soumis au Parlement, les lacunes et les manques ou des continuités avec les politiques précédentes ne permettront pas les transformations nécessaires.

Pour tenir les engagements d'un projet ambitieux de l'école maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur

C'est pourquoi la FSU appelle à une

manifestation nationale le samedi 14h Place de la République à Paris. Pour des lois de refondation de l'Ecole et sur l'enseignement supérieur et la recherche porteuses d'une nouvelle étape de démocratisation du système éducatif, qui passe par la prolongation de la durée de la formation initiale et de la reconnaissance sociale de tous les métiers de l'éducation.

Pour une meilleure qualité des temps éducatifs et une amélioration des conditions de scolarisation.

Pour une réforme des rythmes réussie, cohérente pour le système éducatif, pensée sur la journée de travail des différents acteurs. Pour les écoles cela passe par un report de la réforme en 2014 pour donner du temps à l'enseignement.

Pour une rentrée 2013 qui rompe avec les précédentes, avec annonces de mesures immédiates (recrutement, formation, etc.).

Pour la mise en place de mesures concrètes permettant aux enseignants comme à l'ensemble des personnels de l'éducation (enseignés, formation initiale et continue, diversification possible des pratiques professionnelles...). La FSU appelle à une

Samedi

MANIFESTATION

14h Place de la République

Pour une relance de l'Education Prioritaire car l'Ecole doit contribuer à davantage d'égalité sociale et territoriale.

Pour une amélioration des conditions de travail, d'emploi et de service de tous les personnels de l'éducation.

Pour que soit mis fin au gel du point d'indice et pour une réelle revalorisation salariale pour tous les personnels de l'éducation.

Pour la création des postes et la programmation des moyens nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'école.

Pour un véritable plan d'envergure de lutte contre la crise de recrutement (formation initiale et continue des personnels, et donc contre la décentralisation envisagée).

Pour le maintien du service public de l'orientation scolaire et de ses personnels dans l'éducation nationale.

Pour une autre loi sur l'enseignement supérieur et la recherche que celle proposée par la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Nous refusons de nous résigner aux conséquences sociales de la crise sur les enseignants et les jeunes.

C'est «mieux d'Ecole» qu'il faut organiser pour tenir nos engagements.

Afin de permettre la nécessaire démocratisation du système éducatif.

pour défendre un projet éducatif ambitieux qui réponde aux attentes des jeunes.

La FSU appelle les personnels à participer massivement à la manifestation.

une, de notre société, la nécessité de relever les défis qui s'imposent qu'ils soient économiques, écolo-
de diplômés de l'enseignement supérieur et de mettre fin aux sorties sans qualification. Il est temps d'as-
à la crise de recrutement, en rupture avec les politiques éducatives précédentes.
s expériences, leurs savoir-faire, la connaissance de leurs métiers et de l'utilité de leurs missions.
arlement (créations d'emplois, rappel des valeurs qui doivent fonder l'Ecole, priorité à l'école primaire...),
nécessaires.

u'à la fin du lycée et de l'enseignement supérieur, il faut donc aller plus loin.

FSU se prononce :

:
scolarité obligatoire à 18 ans,

n des élèves (effectifs, contenus enseignés...).

e, la semaine et l'année s'articulant avec les rythmes sociaux et familiaux, élaborée en concertation avec
le temps à une réécriture du décret.

école, collège, lycée, éducation prioritaire...).

s personnels de l'Education d'exercer encore mieux leur métier au quotidien (révision des contenus

La priorité à la prévention de la difficulté scolaire est une nécessité.

le 6 avril

NATIONALE F.S.U

de la Bastille

e sur l'ensemble du territoire.

els (temps de travail, missions, évaluation, gouvernance...) et le développement de l'offre de formation.

es personnels abandonnant les logiques d'individualisation et de rémunération au mérite.

s missions.

tinue, prérecrutements...).Pour le maintien de la maîtrise par l'Etat des cartes de formations pro fess-

nationale.

. Il faut une loi en rupture avec la LRU et les RCE, l'AERES et le pacte recherche, le CIR...

enfants et les jeunes. Nous affirmons qu'il y a urgence à assurer la réussite de tous.

ous les élèves, à tous les niveaux d'enseignement.

e éducatif, la FSU appelle tous les personnels à se mobiliser

es, des personnels et de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative.

station nationale pour l'éducation à Paris le samedi 6 avril prochain.

Moi j'ai entendu, déjà en ce début de congrès, un esprit fort de votre part, de combativité et je pense que c'est extrêmement important. J'ai souhaité intervenir après avoir écouté quelques interventions. Je dirais volontiers que pour moi c'est une méthode de travail indispensable. Quand on est élu, on a besoin de venir dans des assemblées comme la vôtre pour entendre ce qui s'y dit. Pour moi c'est une habitude de travail depuis que je suis en charge des lycées avec les organisations syndicales.

Sans doute aujourd'hui, nous sommes à un moment particulier. Vous avez évoqué les questions liées à l'austérité et je dirais comme vous qu'il est absolument nécessaire qu'il y ait des grands rassemblements pour combattre cette orientation. D'abord moi je n'ai pas voté Hollande au 2nd tour pour qu'on se retrouve aujourd'hui avec cette politique d'austérité et l'accord sur le traité européen alors qu'il avait été dit que cela devait être renégocié.

Et puis vous dire que pour ce qui concerne les collectivités Territoriales, les transferts de charges et cette volonté du gouvernement que ce soit les collectivités territoriales qui assurent une part importante de cette austérité, ça pose un grand problème.

Au niveau de la Région le groupe Front de gauche auquel j'appartiens, a proposé lors du vote du débat budgétaire que l'ensemble de la majorité se prononce pour demander au gouvernement les moyens d'assurer nos responsabilités. Je ne parle pas de l'acte 3 de la décentralisation, je vais y venir après mais nos responsabilités notamment en matière d'investissement. Si je prends le cas du programme d'investissement des lycées, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont derrière et 2 milliards 400 millions que nous avons voté en faveur du programme d'investissement des lycées. Il y a donc un lien très direct entre les capacités des régions et la question de l'emploi.

J'ai lu il y a un journal que 15 milliards d'euros ont été déposés dans les paradis fiscaux. Ça veut dire que l'argent il y en a. Il suffit d'en réorienter l'emploi.

Un 2ème point qui me paraît important c'est que nos politiques pèsent dans le bon sens. Au niveau de la région j'ai choisi de mettre notre mandature sous le signe de la réussite et de l'égalité de tous les jeunes. J'ai entendu tout à l'heure notamment le SNEP et le SNES aborder ce sujet. Je crois que c'est extrêmement important qu'il y ait de la part des collectivités un engagement fort sur le sens, de manière à peser sur la loi de refondation. La plus grande ambition pour tous et toutes, en particulier pour nos enfants des milieux populaires

Je vous dirais que je crois que notre pays a besoin d'une élévation générale de toutes les qualifications. Un enfant qui sort du système avec un diplôme a beaucoup plus de chances de trouver un emploi. Je vous rappelle que parmi ceux qui sont sortis du système sans diplôme, 43% sont condamnés aujourd'hui au chômage. Et quand on a un diplôme, même de niveau 5 c'est réduit à 23% et un diplôme de niveau Bac à 13% .

On voit bien qu'il y a un lien direct important entre le travail que vous faites, les qualifications que l'on donne

aux jeunes les diplômés et la possibilité de trouver un travail.

Je crois qu'il est temps qu'on ait un vrai bilan des réformes du lycée et de ses effets. On ne peut pas continuer ainsi à l'aveugle. Il faut savoir qu'aujourd'hui le taux de scolarisation est en baisse dans notre pays alors qu'il faudrait carrément l'inverse.

Et puis vous dire ma conviction qu'on ne peut pas limiter l'ambition éducative à un niveau 5. L'accès aux études supérieures pour tous les jeunes, et notamment pour les jeunes des filières professionnelles, doit être traité sérieusement. C'est une question de démocratie, c'est une question d'égalité. Il faut cesser d'entendre ce langage qui veut donner la priorité à l'apprentissage au dépend des formations sous statut scolaire. Il est important que vous sachiez que l'apprentissage est très sélectif contrairement à ce que l'on raconte puisqu'il faut un patron. Et souvent le patron choisi cet élève de préférence blanc, de préférence garçon, et ne sortant pas des milieux populaires puisqu'ils disent qu'il faut avoir le « savoir être » (c'est comme ça que ça s'appelle pour les patrons) ce qui veut dire qu'il y a un choix qui est fait.

Il est donc nécessaire aujourd'hui que, y compris parce qu'il va y avoir un déplacement des responsabilités sur la carte des formations au niveau des collectivités, que le cadre national soit clairement posé. C'est ce que je demande au Conseil Supérieur de l'Education. Que l'on pose très clairement la question de la responsabilité de l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Il est important de se dire que concernant la carte des formations il faut éviter de tomber dans l'adéquationisme ou le localisme, toutes choses à quoi pourrait conduire une carte des formations confiée de manière plus forte aux régions.

Donc par rapport à cette question de l'acte 3 et à cette question de la carte des formations il me semble qu'il faut que l'on reste dans un cadre où région et éducation nationale aient une responsabilité partagée, mais avec de vraies instances de concertation.

Pour ce qui concerne le service public d'orientation, je sais que vos syndicats se sont prononcés de manière très forte (moi aussi d'ailleurs très clairement) pour dire qu'il convient de distinguer très nettement l'orientation professionnelle au niveau des adultes et la question de l'orientation pour les jeunes parce qu'on ne parle pas du tout de la même chose.



Henriette Zoughebi
Vice Présidente Conseil régional

Il est important de garder la spécificité de l'orientation en ce qui concerne les jeunes qui sont encore à l'intérieur de l'école. Ce qui n'empêche pas du tout d'avoir des coopérations, c'est évident qu'elles sont nécessaires mais ce ne seront que des coopérations et donc je pense que tous les processus de labellisation actuels doivent être stoppés. A aucun moment il ne faut confondre le service public avec une chambre de commerce ou une chambre des métiers. Il me semble que les combats qui sont menés aujourd'hui doivent pouvoir porter leurs fruits. Je sens au niveau de mes collègues des régions un recul. Il me semble que nous pouvons ensemble gagner cette bataille pour que les copys gardent leur rôle et restent au sein de l'éducation nationale avec cette capacité d'orienter les jeunes simplement au travers de la recherche d'un métier mais qui aussi autour d'un projet de vie et ce n'est pas si simple que ça de les aider à trouver.

Je crois que nous pouvons mener des combats ensemble. Nous pouvons nous rassembler entre syndicalistes, élu-es, pour lutter contre l'austérité et naturellement pour combattre le chômage avec des plans qui soient de vrais plans de développement (et je crois que c'est possible) dans lesquels les collectivités comme je l'ai dit doivent pouvoir tenir tout leur rôle.

Concernant la question de la refondation de l'école je milite comme vous, comme beaucoup d'entre vous, pour que l'on se projette avec une véritable ambition pour que chaque jeune ait réellement l'occasion de développer toutes ses potentialités, qu'il puisse acquérir une culture commune.

Je crois que c'est important et quand on dit que chaque jeune a droit à la réussite sans ségrégation sociale, c'est ce qui a été dit tout à l'heure, j'ajouterais sans inégalité de sexe.

J'ajouterais également qu'il y a un combat que nous menons, que beaucoup d'entre vous mènent, et qui me tiens beaucoup à cœur c'est celui pour les élèves sans papiers.

Et je dois vous dire que concernant les jeunes majeurs nous avons besoin de relancer de manière forte une mobilisation parce qu'il est vrai que les circulaires de Vals sont extrêmement pernicieuses et aujourd'hui ne rendent absolument pas possible, et je crois que c'est très grave, la régularisation de nombreux jeunes majeurs qui sont dans nos lycées. Ces jeunes ont beaucoup de courage, beaucoup de détermination et on veut les exclure de nos écoles et les renvoyer dans un pays qui n'est plus le leur pour beaucoup d'entre eux et pour d'autres où ils n'ont connu que la misère. Je crois qu'on a besoin d'être réellement à leur côté. Défendre l'ensemble de ces valeurs d'égalité de réussite, c'est ce qui peut permettre de construire les véritables alternatives auxquelles nous croyons et pousser en avant les idées pour lesquelles vous militez, pour lesquelles je crois que je milite très souvent à vos côtés.

Avant de laisser la place à vos débats je voulais d'abord vous saluer, vous remercier de votre invitation et vous souhaiter la bienvenue à Bobigny, la ville préfecture de la Seine Saint Denis, une ville qui est très attachée à la défense des droits fondamentaux :

droit à l'éducation dont on parlait tout à l'heure mais aussi du droit à la santé, au logement tout ce qui n'est pas respecté dans ce pays aujourd'hui.



Catherine Peyge
Maire de Bobigny

On a l'habitude de dire que les congrès sont toujours à des moments politiques importants. C'est d'autant plus vrai pour celui-ci que 5 ans de sakozysme ont fait des dégâts extrêmement importants à Bobigny comme dans ce département. Or dans les villes populaires on a voté François Hollande de manière majoritaire, c'est-à-dire qu'il y avait vraiment un réel espoir que les choses changent et force est de constater que les choix qui sont faits aujourd'hui n'aident pas, ne vont pas dans le sens d'une plus grande égalité territoriale dont nous avons besoin.

Samedi après midi nous avons proclamé les résultats de notre 3ème consultation. Certains et certaines d'entre vous ont peut-être rempli cette enquête qui nous permettra de regarder comment on construit le Bobigny de demain, 14 000 ont répondu. 9000 habitants, 5000 usagers de la ville et des salariés. Dans les priorités c'est la jeunesse, l'accompagnement de la jeunesse, l'aide à l'orientation qui fut la forte demande.

Donc on sent bien aujourd'hui que l'enjeu de la jeunesse, de votre vie, l'enjeu de l'école, sont vraiment extrêmement importants pour tout les habitants de cette ville parce que c'est la aussi que l'égalité républicaine se joue. Je crois que dans cette salle personne ne remet en cause la nécessité de changer les rythmes scolaires, de revoir tout cela. Néanmoins je crois que s'engouffrer dans une réforme sans réfléchir ça me paraît dangereux. Par contre réfléchir pour mieux faire, ça me semble important et donc je vous invite samedi après midi pour ceux et celles qui auront envie de participer aux accises pour réfléchir ensemble à un projet éducatif local mais aussi plus largement avec les enseignants, les parents d'élèves, les éducateurs car réfléchir à l'école et à l'éducation c'est primordial aujourd'hui.

Ismaël GONZALES

Espagne

Bonjour je suis Ismaël GONZALES des Commissions Ouvrières de Madrid. En premier lieu vous remercier de votre invitation.

Si on est venu, c'est parce qu'on s'est rencontrés à l'occasion de votre venue en Espagne lors de la grève générale, le 14 novembre, contre les mesures d'austérité mais aussi parce que nous sommes venus signer un projet de jumelage avec les camarades de la CGT ici à BOBIGNY, convaincus que des liens proches doivent se tisser entre nous.

Où se trouve la classe ouvrière espagnole aujourd'hui ? 6 millions de personnes au chômage, 1 million de familles qui n'ont aucun revenu et qui doivent faire face à des procédures d'expulsion de leur foyer. Et une fois expulsées de leurs maisons, il faut qu'elles continuent à payer les dettes envers les banques. L'état est en train d'imposer les mesures de la Troika et de l'Union européenne pour privatiser tout les secteurs publics. On a une attaque frontale contre l'éducation publique une attaque frontale contre tout les systèmes solidaires, une attaque frontale contre les services sociaux, contre les droits du travail et les droits des travailleurs. On est en train de perdre, à un rythme incroyable, 1 an, 2 ans, tous les acquis sociaux .

Nous sommes donc venus ici pour partager nos expériences pour apprendre d'autres expériences, pour partager nos luttes et trouver des chemins communs pour faire face à cette barbarie capitaliste, pour nous battre au niveau européen contre toutes les politiques d'austérité qui sont en train de condamner les familles espagnoles à la misère et au chômage.

La seule solution, c'est la lutte. Vive la lutte de la classe ouvrière.

Savas ROBOLIS

Grèce

J'ai répondu présent, tout simplement, à l'appel de la CGT de Bobigny parce que face à la multiplication des politiques d'austérité en Europe et ce qui nous pend au nez, je pense, et je l'ai souvent dit, que dès maintenant, et pour les années qui viennent ces questions européennes doivent être traitées à la base.

Donc nous avons décidé de répondre favorablement à l'idée de jumelage, en espérant que d'autres syndicats soient intéressés et que l'idée se développe.

Parce que le pire est à venir. Chez nous, en Grèce, pour absorber 50 000 chômeurs, le PIB doit augmenter de 3,5 % à 4 % par an. Depuis six ans, il ne cesse de se contracter. En trois ans, il a même chuté de près 25 %. Alors, je doute fort qu'il puisse augmenter d'autant avant 2020.

De 2000 à 2008, on a pu créer 8 2 000 emplois. Ces trois dernières années, avec l'austérité imposée, on en a perdu 320 000, soit plus du triple. Et l'austérité continue !



Savas ROBOLIS - GONZALES Ismaël - Guy TRESALLET

Jean Albert GUIDOU

UL-CGT Bobigny

Oui, l'idée du jumelage c'est pour répondre déjà à ce que pointait Savas sur la prise en main par la base et pour éviter de tomber dans le simplisme sur des oppositions entre peuple du nord et peuple du sud.

Ce que nous disent nos camarades espagnols ou grec, ça nous permet de voir clairement ce qui risque de nous arriver en France, très vite si nous ne nous mobilisons pas.

Une autre raison de l'idée de jumelage c'est aussi la question de construction de mouvements communs sur les questions européennes. Pour qu'ils soient efficaces il faut qu'ils touchent l'ensemble de la masse des salariés.

Donc voilà les raisons du jumelage et je sais que la FSU, puisque Guy était à Madrid avec nous le 14 novembre, partage cette démarche, ce dont je me félicite.

Vous rappelez aussi le meeting commun que nous organisons FSU et CGT demain soir avec les camarades Savas et Ismaël mais aussi Francine Blanche de la CE confédérale et Marie Christine Vergiat, députée européenne

Guy TRESALLET

FSU 93

Rappeler, comme Jean Albert vient de le dire que la FSU 93, comme la FSU régionale, prend des contacts avec l'Espagne, le Portugal et la Grèce, dans un 1er temps au niveau des syndicats de l'éducation, pour faire la même chose.

C'est pour cela aussi qu'on se félicite de ce premier accord que vous avez réussi à passer à Bobigny. On espère en faire autant très rapidement.



Cécile Jalat
Secrétaire générale FCPE

S'il y a bien un département où la FCPE et la FSU ont mené un certain nombre de batailles communes c'est bien sur ce département de la Seine Saint Denis. Département « de tous les dangers » où tout est plus compliqué qu'ailleurs, plus que des partenaires je pense que nous sommes des compagnons de travail et de luttes sur ce département,

J'ai en mémoire la réforme des lycées pour les luttes les plus récentes, le fichage contre les élèves, les suppressions de postes massives, la défense du service public de l'éducation nationale puisque comme vous, nous défendons un service public de l'éducation nationale et nous y sommes très attachés.

Laissez moi en évoquer une que nous allons devoir mener. Nous demandons tous ici une remise à plat des rythmes scolaires puisque il a été constaté que pour nos jeunes les rythmes n'étaient absolument pas adaptés. Mais cette réforme qui est imposée sans réelle concertation avec nos organisations respectives ne nous satisfait pas non plus.

Même si nous sommes attachés à la défense de vos conditions de travail, nous constatons que l'élève n'est pas mis au cœur de cette réforme. Par contre il y a de forts risques sur cette mise en place puisque effectivement elle laisse la part belle aux collectivités territoriales qui comme ça l'a déjà été dit, sont étranglées financièrement. Donc les collectivités qui auront les moyens feront à maxima et celles qui n'auront pas les moyens feront à minima.

Cela ne nous satisfait pas, parce que sur ce département où il y a déjà de fortes inégalités, cela va encore les renforcer. Entre certaines communes telles que Drancy et Stains il y a forcément de grosses différences dans ce que la commune peut mettre en place mais aussi dans ce que l'on voudra mettre en place.

Donc cette réforme ne nous satisfait pas. Au delà de l'iniquité territoriale (sur un plan départemental comme national) et de la prépondérance du niveau local sur le national, on ne demande pas plus d'école après l'école mais de l'école pendant l'école.



Djeneba Keita
Conseillère régionale

Ce matin, comme vous le savez, il y a le débat sur la loi dite du mariage pour toutes et tous. Comme féministe et militante pour les droits, ce n'est pas tant le mariage pour toutes et tous que je revendique c'est l'égalité pour toutes et tous. C'est au nom de l'égalité, valeur fondatrice de notre république, proclamée partout et si peu appliquée, que j'affirme que chaque citoyen et citoyenne doit bénéficier des mêmes droits, et même de se marier s'il le souhaite.

C'est au nom de l'égalité que la filiation doit être aussi reconnue, que l'adoption doit être un droit pour toutes et tous. C'est encore en son nom que la procréation médicalement assistée doit être possible pour toutes les femmes qui le veulent.

De quoi a-t-on peur ? D'un effondrement de notre société ? Soyons réalistes et regardons au delà de notre frontière. On verra alors que notre société est bien inégalitaire. Et que celles et ceux qui se prétendent portes-parole des enfants leur laissent vraiment la parole. Car il est évident que les détracteurs du mariage pour toutes et tous se cachent derrière cette question pour dissimuler leurs positions homophobes. En écoutant ces enfants élevés dans les familles homoparentales, on s'aperçoit qu'ils ne sont pas moins forts pas moins faibles que les autres, aspirant seulement à grandir dans un monde sans haine et sans ignorance. Un monde qui leur renvoie pourtant chaque jour intolérance, homophobie et lesbophobie.

Le mariage pour toutes et tous est un bon symbole. Il doit marquer une première étape dans un processus politique global de lutte contre les discriminations de genre et permettra à chacune et à chacun de s'épanouir hors des normes sexistes et hétéro-sexistes.

Je voulais juste rajouter un mot parce que je suis militante aussi pour l'école et qu'il y a la guerre au Mali.

Au Mali ce sont les enfants et les enseignants qui sont les premiers touchés puisque l'école ne marche plus depuis une année.

Les enseignants souffrent là-bas, les enfants souffrent, permettez-moi de souhaiter une solidarité forte envers vos collègues du Mali

Journée de formation syndicale jeudi 16 mai 2013

**Auditorium de la Bourse du travail de BOBIGNY
de 9h à 16h30**

Inscrivez-vous dès maintenant et faites le nécessaire pour les demandes d'autorisation d'absence avant le 16 avril (document ci-contre).

Austérité-inégalités – Et l'école ? Refonder ou replâtrer ?

*« La refondation doit conduire à une réduction de l'impact des déterminismes sociaux et de toutes les inégalités et les discriminations » **Chiche ?***

(extrait du rapport annexé à la « petite Loi », texte n°96 adopté en première lecture par l'assemblée nationale le 19 mars 2013)

En cette période où la Loi de « refondation de l'école » fait la navette entre l'assemblée nationale et le Sénat, nous faisons la proposition de réfléchir ensemble au contenu de cette loi, ainsi qu'au contexte qui est le nôtre en ce moment en Seine-Saint-Denis.

Le matin, nous proposons de nous livrer à un regard critique sur la Loi, sous forme de table ronde avec des intervenants extérieurs (en cours de contacts, de prochaines informations dans nos publications et sur le site de la FSU 93) qui apporteront leurs points de vue sur la cohérence de la Loi, les questions qu'elle soulève. Le travail se poursuivrait avec des regards successifs, animés par des militants locaux des syndicats de la FSU 93 sur différents aspects de la Loi :

- Egalité des droits,
- socle commun,
- collège unique,
- conseil école-collège,
- projets éducatifs de territoire,
- utilisation des locaux en dehors des heures d'enseignement,
- ESPE, formation,
- recrutement,
- et tout ce qui mérite d'être analysé

L'après midi :

Table ronde autour des solutions possibles et des propositions à envisager pour « avancer » !

- Stabilisation des équipes
- Education prioritaire
- Pré-recrutements d'enseignements
- Autres aspects
- Baisse des effectifs

*Plusieurs intervenants ont été contactés, d'ores et déjà nous annonçons la participation de **Stéphane Bonnéry et Benjamin Moignard***

DEMANDE DE CONGE POUR FORMATION SYNDICALE

NOM :

Prénom :

Grade ou fonction :

Etablissement :

A : (1).

Conformément aux dispositions de la loi N° 84/16 du 11/01/1984 (article 34, alinéa 7) portant statut général des fonctionnaires (2), définissant l'attribution des congés pour formation syndicale avec maintien intégral du salaire, j'ai l'honneur de solliciter un congé le jeudi 16 avril 2013 pour participer à un stage de formation syndicale.

Ce stage se déroulera à la Bourse départementale du Travail de Bobigny

Il est organisé par la FSU sous l'égide du Centre National de Formation Syndicale de la FSU, organisme agréé figurant sur la liste des Centres dont les stages ou sessions ouvrent droit aux congés pour la formation syndicale (arrêté du 13 janvier 2009 pour la fonction publique d'état et arrêté du 30 novembre 2009 pour la fonction publique territoriale).

à.....

Le.....

Signature

(1) Nom et fonction du Chef d'établissement ou de service. La demande doit être adressée par la voie hiérarchique un mois à l'avance

(2) Pour les non titulaires remplacer par "de la loi N° 82/997 du 23/11/82 relative aux agents non titulaires de l'Etat".

Merci, pour des questions d'intendance (repas du midi par exemple), de bien vouloir nous en retourner un double. Soit par (lafsu93@aol.com), soit par courrier



CARTE AVANCE SANTÉ

AU CME, C'EST MA BANQUE QUI AVANCE MES FRAIS DE SANTÉ.



L'assurance santé du Crédit Mutuel Enseignant prend soin de vous et de votre budget. Elle vous propose gratuitement la carte Avance Santé pour régler votre médecin, pharmacien, dentiste, opticien... sans avancer d'argent. Les dépenses ne seront débitées de votre compte qu'après le remboursement de la Sécurité sociale et de votre complémentaire*. Pour comparer prix et garanties, rendez-vous au CME ou sur www.bancassurance.creditmutuel.fr.

Crédit  Mutuel
Enseignant
www.cme.creditmutuel.fr

CRÉDIT MUTUEL ENSEIGNANT ÎLE-DE-FRANCE – TÉL. : 0 820 099 989*

ANTONY – BOBIGNY – CERGY – CRÉTEIL – EVRY-COURCOURONNES – MELUN – PARIS QUARTIER LATIN
PARIS HAUSSMANN – PARIS LA DÉFENSE – SERRIS – VERSAILLES

* Avec la carte CB Avance Santé dans la limite de 30 jours. Ces contrats des Assurances du Crédit Mutuel sont gérés par ACM IARD - SA au capital de 166 819 520 €, RCS 352 406 748. Siège social : 34, rue du Wacken – 67000 Strasbourg, entreprise régie par le code des assurances.